

[Texte]

[Traduction]

• 1055

What a trade agreement does is provide a more structured, intelligent basis to carry on trade. It provides more secure access, hopefully even preferential access, compared to countries that would not have a free trade agreement, and the opportunity to grow with them as their income level grows. So that is how I would view it. We have to look at it in a positive way.

Mr. Butland: Some of us would say that the proof is in the pudding, and the agreement has not given us more secure access to the American market. In fact, the harassment has grown; the protectionist sentiment is fervent; recent legislation is more and more protectionist in nature; the rulings of the panel by and large go against us. Again, I come from a very personal angle on this one: the steel industry is getting nailed.

So the promise of increased opportunity, larger market, does not appear to be there. So if our initial sortie has not proven to be successful, what benefit will we get if we just further increase that so-called North American market?

Mr. Thibault: As far as individual industries and their specific issues are concerned, I cannot comment on that because I am not particularly expert on it.

The difficulty we have now in assessing the benefit of the Free Trade Agreement with the United States is that we have not really understood as a country the challenge it poses. When you open an economy, as every country in the world is doing, you have to think differently and you have to get your act together as a country to compete.

I was reading a report this morning coming in about Australia having problems similar to ours: a small economy, resource-based, and so on. It is worse than ours because they do not have a large market very close to them, as we do. But they have the very same basic challenge: how you get from a small, domestically oriented economy to integrate yourself into the world economy.

The problem we have is that we really have not created the conditions in Canada for our manufacturers to compete effectively. We are giving them the highest cost of capital in the world with high interest rates. We have accumulated \$380 billion of federal debt, which is gobbling up enormous amounts of capital, pushing up interest rates. The exchange rate is overvalued compared to what our productivity and relative indicators would show. We are piling on all kinds of new levies and taxes. There is more indication that our general tax structure is increasingly uncompetitive with American jurisdictions.

So that is really the underlying problem. The problem is not with a trade policy that says we are going to create trading opportunities. That is fundamentally right, and the economic history of the world has shown that very clearly. The problem is with ourselves. We have not really got our act together to help our manufacturers compete. So the opportunities unquestionably are there, but we are tying both hands behind our back and we ask: how come you guys are not prospering? That is the real issue.

Une entente commerciale offre une base plus structurée et plus intelligente pour les échanges. Elle offre un accès plus sûr et peut-être même préférentiel par rapport à d'autres pays avec lesquels il n'y aurait pas d'entente commerciale, ainsi que des possibilités d'expansion correspondant à l'augmentation des revenus. Nous devons envisager la chose de façon positive.

M. Butland: Certains d'entre nous pensent que la preuve doit être tangible et on ne peut pas dire que cet accord nous ait donné un accès plus sûr aux marchés américains. En fait, il y a davantage de harcèlement; le protectionnisme fait fureur; les textes législatifs récemment adoptés sont encore plus protectionnistes qu'avant; les décisions du tribunal nous sont de façon générale contraires. Evidemment, je vous parle à titre très personnel: je peux vous dire que le secteur de la sidérurgie se fait complètement avoir.

Il ne semble donc pas que l'on puisse y voir un élargissement de notre marché ni de nouveaux débouchés. Si ce premier essai n'a donc pas donné les résultats escomptés, quel avantage y aurait-il à développer encore davantage ce soi-disant marché nord-américain?

M. Thibault: Pour ce qui est de tel ou tel secteur et des problèmes qu'ils rencontrent chacun, je ne puis répondre car je ne suis pas particulièrement expert en la matière.

S'il est un peu difficile d'évaluer les avantages que nous tirons de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, c'est que notre pays n'a pas véritablement saisi le défi que cet accord représentait. Quand on ouvre une économie, comme le font tous les pays du monde, il faut envisager les choses différemment et faire le nécessaire pour affronter la concurrence.

Je lisais ce matin un rapport sur les problèmes que rencontre l'Australie et qui sont assez similaires aux nôtres: c'est une petite économie qui repose sur ses richesses naturelles, etc. C'est pire que nous parce que ce pays n'a pas de grands marchés à proximité. Par contre c'est essentiellement le même problème: comment passer d'une économie relativement restreinte et nationale à une économie à orientation internationale.

Le problème est que nous n'avons pas vraiment créé au Canada les conditions permettant à nos industriels de faire efficacement face à la concurrence. Ils ont à supporter le coût de capital le plus élevé du monde tellement les taux d'intérêt sont élevés. Nous avons accumulé une dette fédérale de 380 milliards de dollars qui absorbe des capitaux énormes et pousse les taux d'intérêt à la hausse. Le taux de change est surévalué par rapport à notre productivité et à certains autres indicateurs. Nous n'arrêtons pas de multiplier les prélèvements et impôts. Il semble bien que de façon générale, notre structure fiscale nous défavorise de plus en plus par rapport aux Américains.

C'est donc là le gros problème. Le problème ne tient pas à une politique commerciale qui vise à ouvrir de nouveaux débouchés, car il n'y a fondamentalement aucun mal à cela et l'histoire économique internationale le prouve. Le problème vient de nous. Il vient du fait que nous n'avons pas fait le nécessaire pour aider nos industriels à affronter la concurrence. Les possibilités existent donc certainement mais nous nous croisons les bras en nous demandant pourquoi nos industries ne prospèrent pas mieux. C'est là que le bâton blesse.